



**DIRECTION DEPARTEMENTALE DE  
LA PROTECTION DES POPULATIONS**

**ARRETE MODIFICATIF**  
portant autorisation d'une installation classée  
pour la protection de l'environnement

Service Prévention des risques  
environnementaux  
N°IC 2003/6757  
JM

Le Préfet des Côtes d'Armor,  
Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, relatif à l'exploitation par l'installation classée SCEA DAVID au lieu-dit « La Ville Bertho » en PLOUGUENAST d'un élevage de 4027 pl. animaux équivalents ;
- VU la demande du 10 juillet 2009 au titre de l'installation classée **SCEA DAVID**, sise à PLOUGUENAST au lieu-dit «La Ville Bertho», en vue de la restructuration, avec augmentation du cheptel (après reprise partielle du cheptel de E.A.R.L. DE LA FONTAINE), d'un élevage porcin autorisé avec unité de traitement des lisiers (soit 128 pl. maternité, 484 pl. gestantes-verraterie, 1760 pl. post-sevrage, 2138 pl. engraissement, 54 pl. quarantaine-infirmerie) pour un total de 4380 pl. d'animaux équivalents, avec mise à jour du plan d'épandage et construction d'une porcherie engraissement avec couloir, en PLOUGUENAST au lieu-dit « La Ville Bertho » (Section YP N° 77-83) ;
- VU les avis recueillis pendant l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 10 février 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 février 2011 ;

CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire a le projet de regrouper la partie naissage sur le même site en y transférant 158 reproducteurs provenant de l'EARL DE LA FONTAINE en PLOUGUENAST ;

CONSIDERANT que le projet prévoit également la construction d'un bâtiment d'engraissement (bâtiment 4) qui constituera une extension du bâtiment existant (bâtiment 3) à hauteur de 762 m<sup>2</sup>. Un couloir de jonction les réunira dans une seule unité de production d'une capacité de 1438 places de porcs à l'engrais.

CONSIDERANT que le dossier présente également un nouveau plan de gestion des déjections qui comprend le traitement des lisiers dans une station biologique ;

CONSIDERANT que les bâtiments existants vont être restructurés ainsi :

- ✓ Le bâtiment B1 va subir une diminution des places engraissement et une augmentation des places gestantes. Le post sevrage ne subira pas de changement. La quarantaine passe de 5 places à 54 places ;
- ✓ Le bâtiment B2 constitue la maternité. Ses places seront augmentées ;
- ✓ Le bâtiment B3 dédié à l'engraissement subira un détassage ; 132 places seront transférées dans le bâtiment neuf (B4) ; ce dernier sera construit dans la continuité de celui qui existe (B3) ;

CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant du Lié ;

CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLOUGUENAST, dont le seuil d'obligation de traitement est de 12500 UN et le plafond d'épandage 75 ha ;

CONSIDERANT que le plan d'épandage existant n'est pas modifié : 2 036 unités d'azote seront épandues sur les 24,4 Ha existants ;

CONSIDERANT qu'en revanche, la station de traitement absorbera davantage de lisier brut (+ 770 m<sup>3</sup>). La quasi totalité des lisiers produits par l'élevage (7 759 m<sup>3</sup>) seront traités en station hormis les 186 m<sup>3</sup> de lisier brut épandus sur terre en propre ; la station abattra 19 539 unités d'azote (65,42%) de l'azote entrant. L'effluent épuré sera épandu sur terres en propre et les co-produits organiques d'une quantité de 1 185 tonnes annuelles seront repris par FERTIVAL ;

CONSIDERANT que cet élevage est soumis à la directive IPPC car le nombre de places de porcs charcutiers dépasse 2 000. A cet égard, le pétitionnaire présente les meilleures techniques disponibles actuellement ;

CONSIDERANT que l'implantation de l'élevage qui se situe à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, a déjà été autorisée ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphasé pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

## ARTICLE 1 -

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

Le pétitionnaire est autorisé à installer et exploiter, au titre de l'installation classée **SCEA DAVID**, au lieu-dit «La Ville Bertho», à moins de 100 m des tiers, (section YP 77-83) en PLOUGUENAST, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage porcin d'une capacité maximale de **4380 pl. animaux équivalents**, répartis comme suit :

Site «La Ville Bertho»	Animaux-équivalents (PAE)
128 pl. maternité	soit 384 PAE
484 pl. gestantes-verraterie	soit 1452 PAE
1760 pl. post-sevrage	soit 352 PAE
2138 pl. engraissement	soit 2138 PAE
54 pl. quarantaine infirmerie	soit 54 PAE
Total : 4564 animaux	Total : 4380 animaux-équivalents

### Ainsi qu'une unité de traitement des lisiers comprenant :

- ✓ une séparation de phase en tête (produisant un co-produit ci-après dénommé "résidus organiques" ;
- ✓ un hangar de stockage des co-produits organiques ;
- ✓ un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;
- ✓ une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (produisant deux coproduits ci-après dénommés "boues biologiques" et "effluent épuré") ;
- ✓ une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la quasi totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, à savoir : 7573 m3 de lisier (29 864 kg d'azote) annuellement.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 7 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009, modifié, ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après :

## ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Les dispositions de l'article 2<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

### 2.1 : Effectifs

2.1.1 - L'effectif porcin maximum en présence simultanée ne devra pas dépasser 666 reproducteurs (truies verrats cochettes), 2 138 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1 760 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2 - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 616 reproducteurs (truies verrats cochettes).

Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (bilans comptables, gestion technique ... ).

2.1.3 - Le nombre de porcelets produits est limité à 11 000 par an.

2.1.4 - Le nombre de porcs charcutiers est limité à 6 394 par an.

2.1.5 - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (registre ou autre) portant sur les informations suivantes : dates de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (engraisseur, groupement...)

Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

## **2.2 – Alimentation biphasé :**

2.2.1 – L'alimentation biphasé est en place.

2.2.2 – Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (factures...) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans.

2.2.3 – En cas de non respect des normes « biphasé CORPEN », le pétitionnaire devra soit réduire sa production en fonction du plan d'épandage, soit présenter un complément d'épandage ou un autre moyen d'élimination des déjections en rapport avec la quantité d'azote organique produite.

## **2.3 - Prescriptions générales de sécurité :**

2.3.2 - l'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2.3.3 - l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique) ; de plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé à proximité d'une issue.

2.3.4 - les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3.5- installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m/m conforme à la norme NFS 61213 capable de fournir en permanence un débit de 1 000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m<sup>3</sup> conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

## **2.4 - Autres :**

2.4.1 - Un écran de verdure suffisamment dense pour isoler le bâtiment des habitations voisines sera maintenu aux abords de l'élevage.

2.4.2 – les travaux en projet seront effectués dans un délai de douze mois à compter de la date de l'arrêté préfectoral.

## **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS**

Les dispositions de l'article 3<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

3.1 - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les autosurveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2 - Aux fins de contrôles, seront placés :

- ✓ un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier brut entrant dans l'unité de traitement ;
- ✓ un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des additifs incorporés ;
- ✓ un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des co-produits organiques produits ;
- ✓ un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'effluent épuré produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- ✓ un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;

- ✓ un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3 - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (défaut électrique ou mécanique).

3.4 - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5 - Débits et flux de pollution entrant dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen	Flux journalier
Volume	7573 m3	20.7 m3	23,40 m3
N. Global	29 864 kg	81,80 kg	92,43 kg
M.E.S	302 950 kg	830 kg	938 kg

**\*sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an**

3.6 – Débits et flux de pollution relatifs aux co-produits :

Co-produits organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	1 185 m3	3,24 m3
N. Global	9 021 kg	24,71 kg
M.E.S	164 115 kg	449 kg

Effluents épurés	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	6 522 m3	17,86 m3
N. Global	1 304 kg	3,57 kg
M.E.S	6 205 kg	17 kg

3.7 - Autosurveillance : suivi

L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- ✓ vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- ✓ relevé du volume de lisier brut entrant.

L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- ✓ relevé du volume de co-produits organiques ;
- ✓ relevé du volume d'effluent épuré produit ;
- ✓ relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,...).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Durant la première année (période de "mise en charge"), des tests rapides NH<sub>4</sub>/NO<sub>3</sub> seront réalisés tous les deux jours dans le réacteur. Les années suivantes, un test hebdomadaire sera suffisant.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. - Autosurveillance : bilan matière

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- ✓ bilan des volumes de lisier brut entrant et des différents co-produits,
- ✓ une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;

- ✓ une analyse des co-produits organiques (MES, NK, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- ✓ une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K<sub>2</sub>O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de "mise en charge", le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes précités sont effectués deux fois par an (à au moins trois mois d'intervalle). Les autres paramètres restent inchangés.

Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de "mise en charge" est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (modification importante du process), la procédure correspondant à la "mise en charge" est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - Assistance technique :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - Validation de l'autosurveillance :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'autosurveillance consiste à :

- ✓ établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- ✓ effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'autosurveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en œuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans....),
- ✓ vérifier la "traçabilité de l'azote" (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées.

#### **ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS.**

Les dispositions de l'article 4<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

4.1 - Les lisiers bruts porcins seront stockés dans des fosses d'un volume de 2 359 m<sup>3</sup>.

4.2 - Les co-produits organiques seront stockés dans un local couvert de 88 m<sup>2</sup>.

4.3 - L'effluent épuré sera stocké dans une lagune de 6 100 m<sup>3</sup>.

4.4 - Tous les ouvrages de stockage (lisiers bruts, boues biologiques, effluent épuré) et le réacteur biologique de 823 m<sup>3</sup> devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.5 - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- ✓ l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- ✓ les conditions météorologiques doivent être favorables (vents faibles ou nuls),
- ✓ la pression doit être basse (2,5 bars maximum en sortie de buse).

4.6 - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.7 - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.8 - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

## **ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT.**

Les dispositions de l'article 5<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage.

## **ARTICLE 6 - MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES**

Les dispositions de l'article 6<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

## **ARTICLE 7 - RESORPTION**

Les dispositions de l'article 7<sup>ème</sup> de l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2007, sont modifiées comme suit :

- ✓ Alimentation bi-phase : 5 804 UN
- ✓ Transfert : 9 021 UN
- ✓ Éliminé - traitement : 19 539 UN

## **ARTICLE 8 –**

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 17 juillet 2007 restent inchangées.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra, avant sa réalisation, faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Le présent acte, délivré sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Il cessera d'être valable si l'exploitation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou reste inexploitée pendant plus de deux années consécutives.

Il devra rester affiché en mairie de PLOUGUENAST pendant une durée minimum d'un mois. Une copie sera déposée aux archives de la mairie de PLOUGUENAST pour y être consultée par toute personne intéressée. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

## ARTICLE 9 –

Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;

« — par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

## ARTICLE 6 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PLOUGUENAST, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police, ainsi que, pour information.

SAINT-BRIEUC, le

30 MARS 2011

LE PREFET,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérourx